

8 mars 2018

## **Une double action pour dénoncer les injustices envers les femmes**

(Montréal, le 8 mars 2018) Pour souligner la Journée internationale des femmes, plusieurs dizaines de manifestantes et manifestants ont pris part à une double action qui s'est tenue devant les bureaux du ministère de la Santé et des Services sociaux et de l'agence de placement Thomson Tremblay à Montréal.

Le Collectif 8 mars, qui organisait cette manifestation, a choisi ces deux lieux pour leur caractère symbolique. « Le ministre de la Santé et des Services sociaux, Gaétan Barrette, a procédé à des mesures d'austérité dévastatrices pour les femmes. L'agence de placement Thomson Tremblay, pour sa part, place des milliers de travailleuses et de travailleurs par semaine, dont une grande partie de femmes, dans des postes éjectables payés au salaire minimum. Par notre double action, nous sommes venues répéter au gouvernement que les femmes vont le talonner tant qu'il ne se décidera pas à donner suite à leurs revendications pour une réelle égalité », a souligné la porte-parole du Collectif 8 mars, Gabrielle Bouchard.

Rappelons que le Collectif 8 mars, qui représente plus de 700 000 femmes au Québec, a rencontré le premier ministre et la ministre de la Condition féminine la semaine dernière pour présenter ses huit revendications. Aujourd'hui, les représentantes du Collectif ont invité les porte-parole de trois groupes connus de la société civile pour dénoncer des enjeux précis parmi ces huit revendications.

### **Violences sexuelles : pouvoir dénoncer**

Une étude l'a encore démontré cette semaine, les embûches subsistent en matière de dénonciations d'agressions sexuelles, a condamné d'entrée de jeu la porte-parole du Regroupement québécois des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel, Marlihan Lopez. « Les femmes marginalisées connaissent encore plus de difficultés à cet égard : lorsqu'elles portent plainte, des femmes autochtones se font dire qu'elles étaient intoxiquées au moment des faits dénoncés. Des femmes racisées font face à des stéréotypes racistes. Les femmes sans statut et les femmes immigrantes au statut précaire craignent par exemple une déportation, une arrestation ou la séparation de leur famille. Les femmes transsexuelles doivent justifier leur identité à ceux et celles qui prennent leur plainte. Les femmes handicapées sont infantilisées ou ne sont pas crues. Des transformations importantes doivent être réalisées pour que ces femmes puissent obtenir justice lorsque c'est nécessaire », a déclaré madame Lopez.

### **Services asphyxiés**

La porte-parole de la Coalition main rouge, Véronique Laflamme, s'est aussi adressée aux personnes sur place. « Malgré ce qu'essaie de nous faire croire le gouvernement Couillard, les investissements actuels sont insuffisants pour réparer les sérieux dommages qu'il a causés par ses mesures d'austérité. Ils ne couvrent même pas la hausse normale des coûts de système en santé et services sociaux! Ce sont les femmes qui encaissent les coups, puisqu'elles occupent les deux tiers des emplois dans le secteur public et qu'elles sont les plus grandes usagères de ces services, particulièrement ceux de santé et d'éducation et les services sociaux. Ce sont aussi elles qui sont les plus nombreuses à utiliser les agences de placement et à travailler dans les

ressources intermédiaires et les services de garde privés, des emplois plus précaires et moins bien rémunérés que ceux du réseau public. C'est inadmissible qu'un gouvernement qui se dit à l'écoute des femmes ne réinvestisse pas davantage dans les services publics et les programmes sociaux. »

### **Salaire minimum à augmenter**

« Les inégalités persistent aussi en matière de rémunération, a poursuivi Mélanie Gauvin du Front de défense des non-syndiqué-es. Encore en 2018, au Québec, elles sont surreprésentées dans les emplois au salaire minimum, qui s'élève à 11,25 \$ l'heure, ainsi que dans les emplois qui sont payés moins de 15 \$ l'heure. Quand les libéraux vont-ils se décider à agir, comme l'ont fait les gouvernements de provinces comme l'Ontario ou l'Alberta? S'ils s'entêtent, ils perpétueront en toute connaissance de cause une situation d'inégalité intolérable envers les femmes. »

« Nous demandons au gouvernement des engagements fermes et pas seulement des promesses pour se faire élire. Dès le prochain budget, qui s'en vient rapidement, il doit mettre en place des mesures concrètes et suffisantes pour les droits des femmes et pour l'égalité. S'il n'agit pas d'ici là, on saura à quelle enseigne il loge », a finalement conclu Gabrielle Bouchard.

----

### **Manifestation de soirée**

Le Collectif 8 mars lance une invitation à participer à la manifestation organisée par Femmes de diverses origines (FDO), qui se tiendra à 17 h 30 à la Place du 6- décembre- 1989, métro Côte-des-Neiges.

- 30 -

SOURCE : COLLECTIF 8 MARS

Renseignements : Ariane Gagné, 514 349-1300

Chantal Mantha (APTS), cmantha@aptsq.com, 514 236-9287

Marilou Gagnon (CSD) gagnonm@csd.qc.ca, 514 248-6277

Ariane Gagné (CSN), ariane.gagne@csn.qc.ca, 514 349-1300

Marie-Ève Imonti (CSQ), imonti.marie-eve@lacsq.org, 514-917-9641

Marie-Josée Nantel (FAE), mj.nantel@lafae.qc.ca, 514 603-2290

Marie Boti (FDO), botimarie@gmail.com, 514 717-4847

Myrna Karamanoukian (FIQ), mkaramanoukian@fiqsante.qc.ca, 514 572-5454

Sarah Oliel (FFQ), s.oliel@ffq.qc.ca, 514 717-4847

Isabelle Gareau (FTQ), igareau@ftq.qc.ca, 514 953-0142

Éric Lévesque (SFPQ) eric.levesque@sfpq.qc.ca, 418 564-4150

Marc-Antoine Ruest (SPGQ), marc-antoine.ruest@spgq.qc.ca, 581 308-730